



RCS : LIMOGES

Code greffe : 8701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LIMOGES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 00124

Numéro SIREN : 818 537 656

Nom ou dénomination : AB DIAG EXPERT

Ce dépôt a été enregistré le 25/04/2016 sous le numéro de dépôt 1312

AB DIAG EXPERT
Société à responsabilité limitée à associé unique
au capital de 1 000 euros
Siège social : 2, avenue de Verdun
87210 LE DORAT
818 537 656 RCS LIMOGES

PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 22 AVRIL 2016

L'an deux mille seize, le vingt deux avril,

Monsieur Jean, Marc BERTRAND,
demeurant Beauséjour 87210 LE DORAT,

Propriétaire de la totalité des 100 parts sociales de 10 euros composant le capital social de la société AB DIAG EXPERT,

Associé unique et seul gérant de ladite Société,

A pris les décisions suivantes :

- Approbation d'un apport en nature consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation du capital social d'un montant de 481 000 euros par voie d'apport en nature,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts relatifs respectivement aux apports et au capital social,
- Abrogation des articles 21, 22 et 23 des statuts relatifs respectivement à « publicité – pouvoirs », « actes accomplis au nom de la société en formation » et « frais »,
- Délégation de pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- du contrat d'apport en date à LE DORAT (Haute-Vienne) du 18 mars 2016 ci-annexé aux présentes aux termes duquel il fait apport à la Société, avec jouissance au 1^{er} mars 2016, d'un fonds de commerce de réalisation de tous diagnostics immobiliers, analyses et inspections techniques de tous bâtiments, sis et exploité 2, avenue de Verdun 87210 LE DORAT, ledit apport évalué à la somme de 481 000 euros, l'apport étant effectué au vu du bilan de l'entreprise individuelle de l'associé unique arrêté au 29 février 2016,
- du rapport en date du 30 mars 2016 de la SAS ACEC AUDIT, représentée par Monsieur Adrien SAPELIER, 8 avenue Pierre Mendès France 23000 GUERET, Commissaire aux Comptes, désignée comme commissaire aux apports par l'associé unique en date du 26 février 2016,
- de l'avenant au contrat d'apport en date à LE DORAT (Haute-Vienne) du 15 avril 2016, ci-annexé aux présentes,

JMB

- du récépissé de dépôt du rapport du commissaire aux apports au Greffe du Tribunal de Commerce de LIMOGES, dépôt enregistré sous le numéro 2016-A-1119 le 08/04/2016,

Approuve cet apport et l'évaluation qui en a été faite, et toutes les opérations actives et passives effectuées depuis le 1^{er} mars 2016 par l'apporteur réputées faites pour le compte de la société.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire aux apports, décide à titre de rémunération de l'apport approuvé au titre de la première décision d'augmenter le capital social d'une somme de quatre cent quatre vingt un mille euros (481 000 euros) pour le porter de la somme de mille euros (1 000 euros) à celle de quatre cent quatre vingt deux mille euros (482 000 euros), au moyen de la création de quarante huit mille cents (48 100) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 101 à 48 200 inclus, et attribuées à l'apporteur en rémunération de son apport.

Les parts sociales nouvelles sont assimilées aux parts anciennes à compter de ce jour ; elles jouissent des mêmes droits et sont soumises à toutes les dispositions statutaires.

TROISIEME DECISION

En conséquence des décisions qui précèdent, l'associé unique constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital ce jour et décide d'abroger les articles 6 et 7 des statuts relatifs aux apports et au capital social pour les remplacer par les suivants :

« ARTICLE 6 - APPORTS

I - Lors de la constitution de la société, le 13 février 2016

Il a été fait apport à la société par Monsieur Jean, Marc BERTRAND,
d'une somme en numéraire de mille euros, ci 1 000 euros
Cette somme de 1 000 euros a été déposée au crédit d'un compte
ouvert au nom de la Société en formation, à la Banque Crédit
Agricole Centre Ouest - Agence de LE DORAT (87210), ainsi qu'en
atteste un certificat de ladite banque en date du 10 février 2016

II - Le 22 avril 2016

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associé unique
en date du 22 avril 2016, le capital social a été augmenté d'une
somme de quatre cent quatre vingt un mille euros, ci 481 000 euros
au moyen de l'apport effectué par Monsieur Jean, Marc
BERTRAND d'un fonds de commerce de réalisation de tous
diagnostics immobiliers, analyses et inspections techniques
de tous bâtiments sis et exploité 2, avenue de Verdun 87210 LE
DORAT, évalué à la somme de 481 000 euros

TOTAL DES APPORTS : QUATRE CENT QUATRE VINGT DEUX
MILLE EUROS, ci 482 000 euros

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quatre cent quatre vingt deux mille euros (482 000 euros).

JMB

Il est divisé en 48 200 parts de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 48 200 inclus et attribuées en totalité à Monsieur Jean, Marc BERTRAND, associé unique, en rémunération de ses apports.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés. Toutefois, aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré. »

QUATRIEME DECISION

L'associé unique rappelle qu'aux termes du contrat d'apport sus relaté en date du 18 mars 2016, il s'est engagé à conserver pendant un délai de trois ans à compter de la date de la réalisation définitive de l'apport les 48 100 parts sociales de la société attribuées en rémunération de son apport, et que lui-même et la société ont opté conjointement pour le régime spécial des plus values mentionné à l'article 151 octies du Code Général des Impôts.

- Monsieur Jean, Marc BERTRAND réitère, en tant que de besoin, l'engagement pris dans le contrat d'apport, conformément aux dispositions de l'article 810-III du Code général des impôts, de conserver pendant un délai de trois ans à compter de la date de la réalisation définitive de l'apport, les 48 100 parts sociales de la société AB DIAG EXPERT qui lui ont été attribués en rémunération de son apport.

- Monsieur Jean Marc BERTRAND, apporteur, et la société AB DIAG EXPERT, société bénéficiaire de l'apport, réitèrent leur option conjointe pour le régime spécial des plus values prévu à l'article 151 octies du Code général des impôts, et leur engagement de respecter les règles prévues à l'article 151 octies du code général des impôts, et notamment l'ensemble des obligations déclaratives prévues par ce texte.

CINQUIEME DECISION

L'associé unique décide d'abroger les articles 21, 22 et 23 des statuts relatifs respectivement à « publicité – pouvoirs », « actes accomplis au nom de la société en formation » et « frais ».

SIXIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Inregistré à : S.I.E. DE LIMOGES

Le 22/04/2016 Bordereau n°2016/541 Case n°8

Inregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent administratif des finances publiques

Jean, Marc BERTRAND

Ext 1118

Huguette BORDE
Agent
des Finances publiques

JMB

AB DIAG EXPERT
Société à responsabilité limitée
au capital de 482 000 euros
Siège social : 2, avenue de Verdun
87210 LE DORAT
818 537 656 RCS LIMOGES

STATUTS

Etablis à l'origine par acte sous seing privé en date à LE DORAT (87210)
du 13 février 2016

mis à jour avec les décisions de l'associé unique du 22 avril 2016

JMB

Monsieur Jean, Marc BERTRAND, demeurant Beauséjour 87210 LE DORAT,

Né le 30 juin 1962 à LE DORAT (87210),

De nationalité française,

Divorcé de Madame Nadine BERTRAND, non remarié, lié par un pacs avec Madame Michèle JUSIAK aux termes d'un acte reçu par Maître Marie FONTANILLAS, Notaire à LE DORAT (87210), le 9 avril 2015, sous le régime de la séparation de biens, ainsi qu'il le déclare expressément,

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société à responsabilité limitée qu'il a décidé d'instituer.

AB DIAG EXPERT
Société à responsabilité limitée
au capital de 482 000 euros
Siège social : 2, avenue de Verdun
87210 LE DORAT
818 537 656 RCS LIMOGES

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- la réalisation de tous diagnostics immobiliers,
- les analyses et inspections techniques de tous bâtiments,
- conseils et formations sur la sécurité des biens et des personnes.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **AB DIAG EXPERT.**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 2, avenue de Verdun 87210 LE DORAT

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine décision de l'associé unique ou par la prochaine décision collective extraordinaire des associés, et en tout autre lieu par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

I - Lors de la constitution de la société, le 13 février 2016

Il a été fait apport à la société par Monsieur Jean, Marc BERTRAND, d'une somme en numéraire de mille euros, ci 1 000 euros
Cette somme de 1 000 euros a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la Banque Crédit Agricole Centre Ouest - Agence de LE DORAT (87210), ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque en date du 10 février 2016

II - Le 22 avril 2016

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 22 avril 2016, le capital social a été augmenté d'une somme de quatre cent quatre vingt un mille euros, ci 481 000 euros
au moyen de l'apport effectué par Monsieur Jean, Marc BERTRAND d'un fonds de commerce de réalisation de tous diagnostics immobiliers, analyses et inspections techniques de tous bâtiments sis et exploité 2, avenue de Verdun 87210 LE DORAT, évalué à la somme de 481 000 euros

TOTAL DES APPORTS : QUATRE CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE EUROS, ci 482 000 euros

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quatre cent quatre vingt deux mille euros (482 000 euros).

Il est divisé en 48 200 parts de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 48 200 inclus et attribuées en totalité à Monsieur Jean, Marc BERTRAND, associé unique, en rémunération de ses apports.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés. Toutefois, aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, l'associé unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et, en outre, après publication des statuts modifiés au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

En cas de pluralité d'associés, toutes les cessions ou transmissions seront soumises à agrément dans les conditions légales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 10 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Monsieur Jean, Marc BERTRAND, associé unique, demeurant Beauséjour 87210 LE DORAT, assure la gérance de la Société sans limitation de durée.

Monsieur Jean, Marc BERTRAND accepte les fonctions de Gérant et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le gérant peut mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications

par l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision de l'associé unique ou par une décision ordinaire des associés. Le gérant sera remboursé, sur justificatifs, de ses frais de déplacement et de représentation.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé unique ou aux associés.

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

ARTICLE 11 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée. Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

S'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de l'assemblée des associés.

La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non ; toutefois, le Commissaire aux Comptes ou à défaut le gérant non associé doivent établir un rapport spécial.

Les conventions conclues par l'associé unique ou par le gérant non associé doivent être mentionnées dans le registre des décisions de l'associé unique.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 12 - DECISIONS D'ASSOCIES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes sociaux et pour toutes autres décisions prises sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2016.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Elle établit un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, et les activités en matière de recherche et de développement.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la gérance, il est dispensé d'établir un rapport de gestion si la Société ne dépasse pas à la clôture de l'exercice social deux des seuils fixés par les articles L. 232-1, IV et R. 232-1-1 du Code de commerce.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, et décide l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

La gérance dépose les documents énumérés par l'article L. 232-22 du Code de commerce au greffe du tribunal de commerce, dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels.

Toutefois, lorsque l'associé unique, personne physique, est seul gérant, il est dispensé de déposer au greffe le rapport de gestion qui doit toutefois être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés détermine la part attribuée à chacun des associés. L'associé unique ou l'assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associé unique ou l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associé unique ou l'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associé unique du patrimoine de la Société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Si la Société comprend un associé personne physique ou plusieurs associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'associé unique ou entre la Société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 20 - OPTION POUR L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Conformément aux dispositions de l'article 206, 3 du Code général des impôts, l'associé unique déclare opter pour l'impôt sur les sociétés.

Certifié conforme

B